

EDITO

Notre stratégie au défi

Notre Parti vient de connaître une petite mais réelle embellie électorale, sur la base, c'est à noter, du choix d'une présence autonome et rassembleuse du PCF, pourtant non retenue comme stratégie nationale, lors du 32ème Congrès.

Cela atteste du potentiel d'existence et de reconquête pour le PCF, et peut fonder, à l'opposé du défaitisme, un regain de confiance dans l'avenir du Parti.

Mais restons lucides : nous sommes loin d'être sorti de la crise et la stratégie communiste ne s'est pas distinguée par sa limpidité ni sa cohérence.

L'annonce d'un débat sur notre stratégie répond donc à une exigence, tout en étant un sérieux aveu de carence pour le dernier Congrès.

Or, nous voici dans la période, qui mène à l'élection présidentielle, où il va falloir, au delà des mots, démontrer que les leçons de la catastrophe de 2002 ont bien été tirées.

Cela concerne nos priorités d'action politique actuelles ; la présence du PCF à l'élection présidentielle ; la question, si elle devait se reposer, des conditions d'une participation communiste au gouvernement.

L'urgence c'est bien sur l'action politique pour aider les salariés à faire face à la brutale politique de régression sociale de la droite, aiguillonnée par le MEDEF.

Mais, alors que le PS, fort de ses succès électoraux, met en place la machine pour une alternance dans laquelle il nous entraînerait une nouvelle fois, cette urgence met notre stratégie au défi: faire avancer les idées constitutives d'une alternative visant réellement le dépassement de la dictature du capital, aider le mouvement à se dégager de l'hégémonie sociale-libérale, adosser la résistance à un projet transformateur.

Notre stratégie reste fondamentalement handicapée par le fait que la recherche d'alliance (que ce soit avec le PS ou avec les « anti-libéraux ») prédomine sur la lutte politique sur des contenus transformateurs, ce qui tend à retenir ou affadir l'initiative communiste autonome, au motif de mieux rassembler.

Que des alliances soient nécessaires , c'est le B-A-BA pour des révolutionnaires !

Mais pas des alliances pour des alliances, des alliances pour une politique transformatrice : c'est donc la bataille de contenu, intimement liée aux luttes concrètes, qui conditionne leur avancée et non le contraire.

L'exigence d'autonomie rassembleuse du PCF est, à l'opposé de la caricature du « cavalier seul », un élément décisif de la construction

suite page 2

Sommaire

Page 2

Quand le Parti Communiste reprend des couleurs

par Joël CARLIEZ

Page 3

EDF-SECU :

Comment continuer ?
par Benoit Monier

Page 4

Le défi populiste de la droite sur l'emploi

par Yves Dimicoli

Lutte pour l'emploi : un cas concret

par Gilles Grosgeorges

Page 6

Syndicalisme et politique :

indépendance et débat
par Jean Chambon

Quatre raisons de dire non à la constitution

Giscardienne

par Yves Dimicoli et Fabien Maury

Page 7

PGE : retour du congrès de Rome

par Yves Dimicoli

Page 8

Il n'y a pas d'intégrisme acceptable

par Pierre Garzon et Fred Mellier

d'un rassemblement majoritaire.

Ainsi, concernant l'emploi: face au défi populiste d'une droite qui prétend traiter les enjeux de la révolution technologique informationnelle par la baisse du coût du travail et sa flexibilisation dans la précarité, nous pouvons, en travaillant à construire, comme décidé par la Conférence Nationale, un mouvement national pour l'emploi, faire monter et crédibiliser la visée d'une Sécurité d'emploi ou de formation, en articulation avec les revendications formulées dans les luttes immédiates (salaires, l'indemnisation des chômeurs, etc ...)

Peuvent ainsi monter des exigences constitutives d'une politique transformatrice, telles que :

- la conquête de moyens financiers, face aux marchés boursiers
- des droits et des pouvoirs d'intervention nouveaux des salariés
- une responsabilisation sociale des entreprises, avec, notamment, des entreprises publiques d'un nouveau type

Et le lien peut se faire avec les enjeux euro-

péens, pour une tout autre orientation de la construction européenne, en allant jusqu'aux enjeux d'un autre rôle de la BCE. L'engagement des communistes contre le projet de constitution européenne peut prendre ainsi toute sa portée.

Dans le combat contre la droite, il y a de l'espace pour un Parti Communiste osant faire vivre une identité novatrice, révolutionnaire, s'emparer de ses idées les plus neuves avec l'objectif de faire grandir dans le mouvement populaire, jusqu'à des majorités d'idées, les propositions constitutives de grands axes de transformation sociale.

Un Parti qui se donnerait ainsi les moyens de (re)gagner l'influence électorale indispensable pour son combat révolutionnaire.

C'est le chemin de l'unité des communistes dans l'action, à la construction de laquelle notre réseau entend continuer à contribuer au sein du Parti.

Nicolas MARCHAND

QUAND LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS REPREND DES COULEURS...

Dans les quatre régions où il avait choisi de se présenter au premier tour des élections régionales, le Parti Communiste a, constatons-le, nettement amélioré les résultats obtenus deux ans auparavant lors de la Présidentielle.

Il progresse de 7 % en Picardie, de 5,6 % dans le Nord-Pas de Calais, de 4,7 % en Auvergne et de 3,6 % en Ile-de-France.

Ainsi, sans sous-estimer l'apport original du Parti Communiste Français dans les listes d'union et avec le respect des choix qui ont été faits par les communistes des régions concernées, force est de constater que le succès de l'ensemble des listes autonomes, sans les opposer entre elles, a mis en brèche notre mort annoncée par beaucoup de commentateurs.

Elle a également mis en échec celles et ceux qui ne voyaient d'avenir du PCF que dans un repli gauchiste ou dans les bras du Parti Socialiste.

Ce succès constitue bel et bien un début de redressement politique dont il ne faut pas sous-estimer la portée.

Il montre combien notre combat communiste – certes difficile – vaut d'être mené.

Le triple message adressé par les électrices et électeurs :

- sanction du gouvernement RAFFARIN et de sa politique
 - volonté de ne pas refaire ce qui a hier échoué à de multiples reprises
 - aspiration à voir changer vraiment les choses avec le respect des engagements pris
- montre combien le besoin et l'espace d'un combat communiste, sur des contenus transformateurs, existent.

Une chance s'offre à toutes et tous pour confirmer la remontée du PCF, pour travailler à son renforcement, pour construire un parti combatif, dynamique, à l'initiative de rassemblements et d'actions, proposant des solutions novatrices, anticapitalistes, afin de faire grandir le mouvement populaire dans un projet de transformation sociale.

Au moment où la droite et le MEDEF poursuivent à marche forcée leurs mauvais coups et leur sale besogne, il est urgent de se rassembler et de rassembler dans l'action.

En menant le combat anti droite, en contribuant au développement des luttes, nous voulons, à partir de nos propositions communistes, mettre en discussion dans tout le pays un véritable programme de transformation sociale susceptible concrètement d'être mis en œuvre.

Nous voulons, n'ayons pas peur des mots, prendre l'initiative d'ouvrir un grand débat populaire à gauche sur le contenu d'une autre politique, d'une véritable alternative avec les salariés et les forces vives du pays, en contribuant à l'instauration de nouveaux rapports entre mouvement social et politique.

Faire vivre des propositions alternatives qui donnent perspective aux revendications demande un gigantesque effort militant et les communistes ont montré de façon remarquable ces derniers mois, qu'ils en avaient la capacité.

Le champ du rassemblement pour de réels succès en 2007 est immense.

Cela suppose que des choses bougent à gauche de façon profonde.

Cela pose également, ne nous le cachons pas, beaucoup d'autres questions :

- nous pencher sur la qualité de notre vie interne
- travailler sur les moyens de notre enracinement et de notre rayonnement.

Le PCF existe, se redresse et s'affirme. Un espace demeure pour le combat communiste et pour le mener nous avons besoin d'approfondir notre projet communiste, notre conception du parti et de travailler à un rassemblement de notre peuple capable de créer

une véritable alternative politique qui réponde aux attentes du monde du travail et de la création.

Cela passe par des débats approfondis, stratégiques entre communistes, cela passe aussi par l'appel à toutes et à tous, à la riposte et au rassemblement pour une autre perspective.

Un message important a été lancé par Marie George BUFFET, Secrétaire nationale du PCF : « *cherchons à débattre en toute clarté, sans a priori ou méfiance, dégageons les majorités, sans nuire au jeu collectif – nous ne pouvons pas nous le permettre – en avançant toutes et tous ensemble. Chacune et chacun est devant d'importantes responsabilités pour ne pas décevoir les prémices d'un redressement durable. Cela est particulièrement vrai de la direction nationale pour organiser l'action dans le pays et l'intervention des communistes autour de propositions transformatrices rassembleuses* ».

Nous souscrivons à cet appel qui doit maintenant, aller au-delà de la déclaration d'intention. Nous ambitionnons d'apporter en toute loyauté notre contribution dans un esprit constructif.

Ensemble, ne décevons pas l'attente qui est grande dans l'opinion publique et dans le parti.

Joël CARLIEZ

EDF – SECU : COMMENT CONTINUER ?

Après les votes du parlement sur EDF et l'assurance maladie, beaucoup de salariés font part de leur découragement. « *La droite a été durement sanctionnée aux élections et pourtant elle continue après les élections comme s'il ne s'était rien passé* ».

Quand les socialistes, mais aussi certains dirigeants communistes, répondent qu'il faut se préparer pour 2007, ils ne font qu'aggraver le désespoir. Où en sera-t-on dans 3 ans à ce rythme ?

L'inquiétude est d'autant plus légitime que, ni le bilan du gouvernement Jospin, ni la politique actuelle des dirigeants socialistes, ne garantissent qu'une victoire de la gauche en 2007 effacerait les effets désastreux de la politique de la droite.

Aujourd'hui, une poignée de députés communistes mène des batailles acharnées sur des questions comme les retraites, la Sécurité Sociale et les privatisations.

Mais on continue, à se laisser enfermer dans des débats qualifiés de « sociétaux », comme le mariage homosexuel durant tout le printemps ;

Le PS n'est jamais très virulent pour dénoncer des réformes souvent largement préparées par le gouvernement précédent. Et il se trouve toujours quelques dirigeants importants pour se démarquer de la position officielle et faire l'éloge du projet de la droite. Pour les retraites c'était Rocard, et maintenant Kouchner pour l'assurance maladie. C'est ainsi que le PS prépare 2007.

Mai que peut-on proposer immédiatement ? D'abord faire une analyse la plus fine possible du rapport de force. Quand les gaziers et électriciens arrachent la promesse qu'on ne touche pas à leur statut, que la fusion d'EDF et de GDF sera étudiée, il s'agit bien d'un point d'appui. Pour la sécurité sociale il faut voir tout ce qu'à de positif la création de centaines de comités de défense, souvent très large, créés partout dans le pays.

Avec ces comités cherchons les formes de luttes qui permettront d'empêcher d'appliquer une loi bâtie sur le mensonge. Il s'agit d'inventer de nouvelles pratiques alliant l'action des parlementaires, la bataille d'idées, les luttes sociales.

Benoit Monier

LE DEFI POPULISTE DE LA DROITE SUR L'EMPLOI

Le plan Borloo¹ prétend rompre avec la « logique d'assistance » pour faire du « retour à l'activité » des chômeurs la priorité. Couplé à l'offensive contre les 35 heures avec le chantage aux délocalisations, il donne la mesure du défi populiste de la droite.

Sa principale préoccupation, ainsi que le reconnaît son initiateur, c'est le risque pour la logique capitaliste d'entreprise que constituent les « départs massifs en retraite dès 2007 », alors même que le chômage et l'exclusion, engendrés par cette logique, pèsent de plus en plus lourd sur les comptes publics et sociaux.

Aussi vise-t-il à « mobiliser » la réserve de main d'œuvre que constituent les 4 millions de chômeurs et d'exclus pour les canaliser au moindre coût vers des métiers, des emplois, des activités que les entreprises et la société capitaliste risquent de ne pouvoir pourvoir faute de conditions suffisamment attractives, comme dans le bâtiment ou l'hôtellerie restauration. Mais il s'agit aussi de faire accepter des emplois qualifiés à coût du travail très abaissé.

Le plan Borloo entend obtenir ainsi des chômeurs et RMIstes qu'ils acceptent des conditions d'emploi précarisées et dévalorisées en contrepartie de quelques illusions « sécurités ». Pour cela, ils seraient contraints d'abandonner leurs droits à indemnisation et allocation au profit d'une logique de contrat réduisant en fait leur liberté et leurs possibilités de choix.

S'inspirant de l'expérience du Danemark où un quart de la population active passe, chaque année, par le système d'indemnisation du chômage, ce plan tente d'imposer en France le système dit de « flexicurité » : Une politique et des accords qui, au nom de la recherche d'une combinaison entre flexibilité et sécurité des emplois, développe en fait une précarisation généralisée. La mise en œuvre en grand du « workfare » cher au social-libéral Tony Blair se précise donc. Elle associerait la baisse du coût de travail pour les employeurs à l'obligation, en pratique, pour les privés d'emploi d'accepter un retour ou un accès à l'activité dans des conditions non choisies.

De nombreux programmes pluriannuels sont envisagés : création de « maisons de l'emploi » favorisant l'éclatement et une privatisation rampante de l'ANPE, comme de l'AFPA, et créant les moyens de gendarmier les chômeurs pour leur faire accepter des emplois non désirés et la logique réactionnaire du PARE ; canalisation des jeunes vers les métiers et emplois peu attractifs

non pourvus ; mise en place d'un « contrat d'activité articulant droits et obligations » et se substituant au droit à allocation du RMI et de l'ASS ; diminution et ciblage des contrats aidés...

Cherchant à intégrer les syndicats de salariés et les élus territoriaux, le plan Borloo se conjugue au chantage aux délocalisations pour une diminution du coût du travail et un rallongement de sa durée. L'argent mis sur les baisses de cotisations sociales patronales pourraient d'ailleurs être en partie réorienté vers le financement de ce plan.

Car si une enveloppe de 12,73 milliards d'euro est estimée nécessaire de 2005 à 2009 pour le financer, seul sont assurés 1,1 milliards d'euro pour 2005, c'est à dire moins que les crédits pour solder les emplois-jeunes en 2004 (1,6 milliards) ou ceux réservés aux CES et CEC (1,3 milliards). L'essentiel de la charge financière est en fait reporté sur les années 2007 à 2009... après l'élection présidentielle.

En réalité, le financement du plan Borloo va beaucoup reposer sur les collectivités territoriales, usant pour cela des moyens d'intimidation, d'intégration et de culpabilisation des élus de terrain offerts par la « décentralisation » Raffarin.

Face à cela les dirigeants sociaux-libéraux du PS présentent des critiques en forme d'autojustification de leur propre politique et, pire, confirment leur suivisme vis à vis des injonctions du MEDEF et des marchés financiers.

Ainsi, E. Guigou a affirmé ne pas pouvoir « condamner cette approche, puisqu'elle est la notre, qui vise à aider les chômeurs à retrouver un emploi.. »

On mesure alors l'enjeu d'une alternative à ces préférences populistes sur le contenu des financements pour changer radicalement la logique d'entreprise.

Cela confirme l'importance du projet communiste de Sécurité d'emploi ou de formation et de ses divers chantiers, notamment celui de la « sécurisation des parcours professionnels » contre les licenciements et face aux tentatives de délocalisation.

Yves DIMICOLI

¹ Pour une analyse plus détaillée de ce plan on pourra se reporter au numéro de mai-juin d'Economie et Politique.

LUTTES POUR L'EMPLOI : UN CAS CONCRET

Pour écouter des propositions alternatives à la suppression de 248 emplois et du centre complet d'outillage industriel de Villeneuve le Roi (Val de Marne), un préfet « himself » et le bras droit de l'actuel ministre de l'Industrie, auront reçu en

juillet dernier les syndicats Facom et les élus communistes.

Ce n'est pas venu tout seul et il y aura une suite. L'objectif est un moratoire suspensif du projet patronal afin qu'une investigation sérieuse et contra-



►► dictionnaire soit faite. Rien de plus, rien de moins.

Il y a 3 mois, que pouvaient-ils attendre des communistes, ces salariés menacés et leurs familles?

D'abord et surtout, d'assumer d'être leur Parti, de les prendre comme ils sont avec leur expérience et leurs doutes profonds, d'être à leur écoute réelle pour travailler en permanence à la qualité et à l'ampleur de l'intervention nécessaire communiste et collective.

Pour ficeler un projet de relance industrielle de plus en plus incontournable aujourd'hui dans un site qui tourne au ralenti, ils n'ont pas eu besoin de nous car c'est leur métier !

Mais à propos de l'essentiel, c'est à dire la dimension proprement politique, la question financière surtout et, pour réunir, rassembler au-delà des murs de l'usine, ils demandent beaucoup : que les militants et les élus jouent un nouveau rôle.

Et comment nous apprécie-t-on ici, à Villeneuve Le Roi et à Morangis, ces dernières semaines ?

En résumé : politiques – concrets – efficaces – tenaces.

A cette heure, un salarié sur 10 de ce centre industriel vient de rejoindre le PCF. Nous en avons bien besoin et ils le ressentent aussi.

Pour FACOM, les communistes ont de l'ambition pour les êtres humains ; cela se voit et cela se sent. Cela nous aide aussi à dépasser nos propres clivages de communistes ...

Le Comité régional d'Ile de France ne vient-il pas de fédérer bien des compétences en un

« cercle communiste des convergences pour l'emploi ».

Des Facom, il y en a 150 dans la Région depuis janvier, c'est dire l'ampleur des besoins politiques.

Ici, comme ailleurs, il y a urgence. On cherche, on innove, on essaie d'avancer au concret avec le sentiment que de ne pas baisser les bras ne suffit plus !

Communistes, que faisons-nous vraiment ? Nous cherchons à monter un muret contre l'indifférence et le fatalisme dominant, mais en crise.

Comme dans le monde entier, la droite à l'Exécutif du pays enrobe de discours populaires une brutale politique d'abaissement du prix du travail. Messieurs Chirac, Raffarin, Sarkozy, savent qu'hier un homme politique est « mort » pour avoir dit de la politique qu'elle ne pouvait rien contre l'économie.

A cette heure, 5 millions d'Européens sont menacés de délocalisations. Partout il y a des pouvoirs nouveaux à conquérir, un monde nouveau qui coopère à construire.

Une campagne durable pour l'emploi et, allez, osons le mot, identitaire, c'est ce qu'a décidé la direction nationale du PCF il y a quelques mois. C'est à priori une bonne idée à condition que des actes tenaces la nationalisent et l'internationalisent.

Va-t-on pouvoir compter sur nous à l'entreprise ? Et c'est sûrement cela qui va compter aujourd'hui et qui pèsera demain.

Gilles Grosgeorge

DEBATS ORGANISES PAR LE RESEAU ANR

**Au stand de la Fédération de Haute-Saône - Avenue de la citoyenneté
Samedi 11 Septembre 17h30**

**« Face à l'offensive de la droite et du MEDEF
Quelle riposte, quelle alternative, quelle responsabilité du PCF ? »**

Débat avec Joël Carliez, secrétaire de la fédération de la Somme du PCF, Yves Dimicoli, du CN du PCF et Nicolas Marchand, de la présidence du CN du PCF, animateurs du réseau ANR

**Au stand du Var - Avenue de la solidarité
Samedi à 15h : l'Europe avec Yves Dimicoli et un autre dirigeant du PCF
Dimanche à 10h30 : le projet communiste avec Nicolas Marchand et Roger Martelli**

SYNDICALISME ET POLITIQUE : INDEPENDANCE ET DEBAT

Les attaques de la droite et du Medef sont d'ampleur.

Il est décisif de créer les conditions de luttes fortes et rassembleuses pour mettre en échec les projets du capitalisme et dans le même mouvement faire grandir jusqu'à la rendre incontournable l'idée que des alternatives existent. La place et le rôle du politique dans ce combat, notamment du parti communiste, sont d'importance.

Ceux du syndicalisme ne le sont pas moins d'autant que sur de nombreux dossiers il est directement interpellé. Les retraites, l'assurance maladie, les « recalculés », les intermittents et celui d'EDF/GDF sont autant de ces dossiers. Dès cette rentrée avec les 35h, le « service minimum » ou le chantage aux délocalisations et à l'emploi il est de nouveau placé sous les feux des projecteurs.

Si l'existence d'un syndicalisme de classe déterminé a permis des mobilisations rassembleuses portant des coups sévères au fatalisme, en limitant la portée des projets de la droite et du patronat, mesurons lucidement qu'elles n'ont pas pu les empêcher d'être votés.

Cette situation interpelle toutes les forces démocratiques et progressistes et donc le syndicalisme qui ne peut se satisfaire « d'un moindre mal » faute d'un rapport des forces à la hauteur des enjeux.

La syndicalisation massive du salariat tel qu'il est aujourd'hui, l'unité syndicale, l'idée que seules les luttes sont de nature à bousculer la donne et sa participation à la co-élaboration de propositions concrètes et radicales nous semblent être les quatre clés incontournables pour que le syndicalisme français continue à jouer un rôle majeur dans le travail, la société et dans la construction d'une véritable alternative transformatrice à l'ultra-libéralisme. Par son histoire, les valeurs progressistes et émancipatrices qu'il porte, le syndicalisme de classe est devenu un des éléments constitutifs de la vie démocratique dans notre pays. Les forces politiques qui ont, elles, pour vocation de gérer ne peuvent faire l'impasse sur ce fait incontournable.

Alors que chacun fait le même constat d'une situation aggravée et l'existence de fortes convergences il serait dommageable que chacun reste campé sur son champ d'intervention en s'ignorant mutuellement.

Des rapports nouveaux doivent se tisser entre les forces politiques progressistes et le syndicalisme afin qu'ensemble, chacun dans sa responsabilité et dans le respect absolu de leur indépendance, ils favorisent des luttes convergentes, rassembleuses, gagnantes et participent à l'émergence de propositions alternatives transformatrices. Le débat d'idées, la confrontation des propositions et des points de vue, le respect de chacun permettent d'aller dans ce sens.

Notre réseau communiste est dès maintenant disponible et ouvert pour y contribuer.

Jean Chambon

QUATRE RAISONS DE DIRE NON A LA CONSTITUTION GISCARDIENNE

Dans la campagne du referendum, quatre raisons au moins peuvent être invoquées pour s'opposer à ce texte.

Première raison : Ce texte est tout entier bâti sur la primauté donnée à une « concurrence libre et non faussée ». Les dirigeants sociaux-libéraux du PS, qui y sont favorables, cherchent à masquer cela en relevant que, parmi les objectifs impartis à l'UE, il y a la visée d'une « économie sociale de marché » ainsi que « le plein emploi ».

Ils oublient de dire que cette « économie sociale de marché » doit être « hautement compétitive » et que l'UE doit « tendre » au plein emploi.

Ce dernier objectif d'ailleurs est très trompeur. Il signifie que l'UE aurait pour mission de maintenir un volant de chômeurs : en France, le « plein emploi » ce serait le maintien de plus d'un million de personnes au chômage. Cela reviendrait à constitutionnaliser le pouvoir des employeurs de priver d'emploi une partie de la population contre le

« droit à l'emploi » pour chacun-e inscrit aujourd'hui dans notre Constitution (préambule de 1946).

Une tout autre ambition est nécessaire pour l'Europe : Eradiquer le chômage dans une mobilité de promotion choisie avec, pour chacun-e, une sécurité relevée de droits et de revenu, une Sécurité commune d'emploi ou de formation.

Deuxième raison : La Banque centrale (BCE), indépendante de toute pression sociale et politique, avec la défense du taux de profit pour seule mission (lutte contre l'inflation), est consacrée par le projet de constitution. De même que le pacte de stabilité, alors que des gouvernements sont obligés de le transgresser, tant sa logique est nocive.

La BCE, au contraire, doit être mise au service de la sécurisation de l'em-

PGE : RETOUR DU CONGRES DE ROME

ploi, de la formation, de tous les moments de la vie de chaque européen. Pour cela, elle devrait être placée sous le contrôle des parlements européen et nationaux. Ses taux d'intérêt devraient être d'autant plus abaissés que les crédits à moyen et long terme aux entreprises qu'elle aurait à « refinancer » serviraient à des investissements créateurs d'emploi et accompagnés de formation, sous le contrôle et l'impulsion des salariés, des citoyens, des élus dès le terrain. Le pacte de stabilité doit être abrogé au profit d'une tout autre coopération permettant un essor des dépenses publiques et sociales de développement.

Troisième raison : Le projet de constitution met en avant l'idée de Services d'intérêt général (SIG) et Services d'intérêt économique général (SIEG) au détriment de services publics non marchands ou adossés à des entreprises publiques visant d'autres buts que la rentabilité financière.

Il contredit ainsi le besoin de droits inaliénables nouveaux dans l'usage de biens communs de l'Humanité (énergie, eau, communication, culture mais aussi crédit et monnaie...) au profit des préceptes ultra-libéraux de l'OMC.

Un nouveau traité, au contraire, devrait intégrer l'exigence de services publics modernes et de qualité, accessibles à tous sur les territoires de l'UE. Pour cela, il faudrait de nouvelles entreprises publiques pour maîtriser les marchés, au lieu de la folie concurrentielle actuelle, promouvoir et sécuriser l'emploi et la formation.

Quatrième raison : Le projet de constitution entend faire avancer, autour de la BCE, une construction fédérale au service de la domination des marchés financiers, contre la souveraineté d'initiative des nations et l'intervention des salariés, des citoyens et des élus.

Ce n'est ni vers une fédération super-étatique ou un retour illusoire à une souveraineté nationale étroite qu'il faut avancer, mais vers un nouveau type de confédération en visant la construction d'une démocratie participative et d'intervention, dès le niveau local et des entreprises, jusqu'au niveau européen.

Yves DIMICOLI
Fabien MAURY

« *Ce n'est qu'un début !* ». Tel était le mot d'ordre du congrès de Rome des 8 et 9 mai derniers pour créer un Parti de la gauche européenne (PGE).

Faisant référence au type de rassemblement de mai 68, l'expression indiquait aussi un faible niveau d'ambition : partir petit pour essayer d'avancer ensemble.

F. Bertinoti, élu président du PGE, a affirmé que l'essentiel consisterait à « *(plonger) dans le mouvement critique sur la mondialisation qui est le fait le plus important de notre temps* ».

De fait, ce fut petit : analyses faibles et vagues, poids des agendas et mots d'ordre éclectiques du FSM et du FSE sur la réflexion commune, prédominance de visions social-démocrates, multiplication des protestations contre le capitalisme sans solution transformatrice ; Aucune analyse du capitalisme contemporain et de sa crise ; Rien sur la domination des marchés financiers et les stratégies des multinationales avec les nouvelles technologies ; Rien non plus sur le chômage, la formation, le défi des réformes réactionnaires du marché du travail. Les enjeux de financement ont été ignorés et ceux de conquête de droits et de pouvoirs d'intervention des travailleurs, notamment dans les groupes européens, à peine effleurés.

On n'a pas analysé l'impérialisme actuel des Etats-Unis et la nécessité de nouveaux rapports avec le monde en développement. Les antagonismes de la construction européenne actuelle, dominée par la BCE au service des capitaux financiers, et de son élargissement ont été ignorés. Rien sur le projet de constitution ; Rien sur les luttes de classes en Europe, le social-libéralisme ou le défi populiste des droites...

Par contre, on a beaucoup discoursu sur les valeurs, mais sans déboucher jamais sur des propositions d'objectifs et d'actions de transformation, en liaison avec les luttes pratiques.

Seul élément vraiment aiguisé : la volonté d'un clivage net et définitif entre les forces adhérentes au PGE et celles des forces se réclamant du communisme qui ne se seraient pas encore livrées à une critique « radicale » du stalinisme, par ailleurs aucunement explicitée sur le fond.

La méthode de travail retenue au Congrès et pour la suite attire l'attention : Soit on arrive à élaborer au sommet, en petit comité, des textes consensuels in amendables, soit on n'y arrive pas et on adopte une « méthode de travail » pour les rendre consensuels, sans jamais présenter publiquement les termes du débat de sommet.

Nous avons là tous les ingrédients d'un fonctionnement où la paralysie et le suivisme des acteurs cohabiteraient avec des négociations et arrangements de couloirs, la « politicaillerie ».

Tout cela débouche sur des objectifs d'action commune pas du tout à la hauteur : n'ont été retenues en matière sociale que la lutte pour augmenter les salaires et celle contre le travail temporaire par le recours aux 35 heures.

Certes, les trois conditions exprimées par les communistes pour la délégation du PCF à Rome (refus du fédéralisme, respect de la souveraineté, élargissement) ont été acceptées par le congrès. Elles ont été intégrées sous forme d'amendement aux projets de statuts du PGE avec, notamment la réécriture des articles 5 et 10 sur la souveraineté fortement dénoncés dans l'Humanité par le réseau ANR.

Cependant, alors que rien ne l'y obligeait, la délégation du PCF a pris part aux différents votes sur les statuts, le manifeste, le plan d'action, la composition et l'organisation de l'exécutif.

J'ai refusé, pour ma part, d'y participer après avoir indiqué que rien dans le mandat qui lui a été confié par les communistes n'autorisait la délégation à procéder ainsi.

Yves DIMICOLI

Il n'y a pas d'intégrisme acceptable

Nous assistons depuis maintenant, quelques années, avec la détérioration des conditions sociales dans notre pays, à une montée des intégrismes. Cette réalité traverse l'ensemble des religions tant au niveau mondial qu'au plan national.

Cette montée des intégrismes s'accompagne de son corollaire qui est la haine de l'autre, à l'exemple des différentes profanations qui se sont effectuées cet été.

Nous souhaiterions nous arrêter sur la place de l'intégrisme musulman dans notre société, non qu'il soit plus dangereux que l'intégrisme catholique, juif ou protestant, mais parce qu'il prend une tournure particulière dans la gauche française.

Depuis 15 ans la France doit faire face à une montée de l'intégrisme musulman

La stratégie employée par les intégristes n'est pas de passer en force comme ils ont pu le faire ailleurs, mais de se faire passer pour les victimes, d'une société intolérante qui refuserait les différences.

Ils ont utilisé les femmes, et plus particulièrement les jeunes filles, pour être les têtes de pont de cette politique. Cette stratégie montre combien les dominés intériorisent leur propre domination et peuvent en être les militants. Cette stratégie des intégristes a réussi à porté ses fruits notamment auprès de dirigeants d'organisations anti-racistes et de la gauche française. L'affaire du voile en est le révélateur. Quand on se penche sur l'affaire des jeunes filles d'Aubervilliers, on y retrouve bien entendu les organisations intégristes, mais surtout on y voit une organisation anti-racistes comme le MRAP, la LCR et certains dirigeants de notre parti. En se réclamant de l'anti-

racisme, de la tolérance, d'une nouvelle conception de la laïcité, ces organisations et ces militants n'ont fait que valider la stratégie des intégristes musulmans.

Ces mêmes personnes qui ont pu mener des luttes contre la montée de l'intégrisme en Algérie, se sont retrouvés main dans la main avec les bourreaux d'hier.

En voulant utiliser cette affaire pour combattre le racisme anti-musulman, ils n'ont fait que le jeu des intégristes en France et favoriser l'exacerbation des divisions dans notre pays.

Cette vision d'une laïcité passive ouvre la porte à toutes les idées les plus réactionnaires.

Sous prétexte que l'islam radical serait la religion des dominés, devrions-nous permettre qu'elle développe sa domination sur les femmes qui vivent dans ce pays ?

Dans les conditions d'une société minée par la précarité et le mal vivre, de tels discours constituent des risques énormes : ils tournent autour du communautarisme, de la dilution de la conscience de classe, de la prédominance du champ religieux en lieu

et place du champ politique, etc. L'introduction de référence à la religion catholique dans la constitution Giscard ne relève-t-elle pas de cette même dérive ?

La conception de la laïcité elle-même devient alors dans notre société l'idée d'une prétendue « neutralité » ou du droit à la différence contre le droit à l'égalité.

Au nom de cela grandit dans notre peuple l'acceptation d'éléments d'aliénation ou de domination comme des faits « culturels » communautaires faisant reculer ainsi la lutte solidaire des citoyens quelques soient leurs origines pour l'émancipation et l'égalité. Evidemment, tous ces faits renvoient à la propre responsabilité des communistes pour affronter ces débats en reposant la question sociale au cœur des divisions de notre société, en revivifiant tous les éléments de la lutte des classes comme élément fédérateur de notre peuple à l'inverse des stigmatisations et cloisonnements quelles soient de droite ou de gauche.

*Pierre Garzon
Fred Mellier*

Notre peuple a besoin d'un Parti Communiste actif, novateur, révolutionnaire.

J'adhère au PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

Bulletin à renvoyer à : PCF, 2 Place du Colonel Fabien - 75019 Paris

Pour contacter le réseau :

Parti Communiste Français

Réseau " Action – Novation – Révolution "

2 Place du Colonel Fabien – 75019 PARIS

E-Mail : pcf.reseau.anr@wanadoo.fr

Téléphone : 01.40.40.12.15 ou 01.40.40.11.19 et 06 08 98 28 55